

1987, chapitre 111
**LOI MODIFIANT LA CHARTE
DE LA VILLE DE MONTRÉAL**

Projet de loi 200

présenté par Madame Violette Trépanier, député de Dorion

Présenté le 11 juin 1987

Principe adopté le 23 juin 1987

Adopté le 23 juin 1987

Sanctionné le 23 juin 1987

Entrée en vigueur: le 23 juin 1987

Loi modifiée:

Charte de la Ville de Montréal (1959-1960, chapitre 102)





CHAPITRE 111

Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal

[Sanctionnée le 23 juin 1987]

Préambule ATTENDU que la Ville de Montréal a intérêt à ce que sa charte, le chapitre 102 des lois de 1959-1960, soit modifié;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1959-60,
c. 102,
a. 2a, ab.

1. L'article 2a de la charte de la Ville de Montréal (1959-1960, chapitre 102), ajouté par l'article 1 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session), est abrogé.

1959-60,
c. 102,
a. 10f, aj.

2. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 10e, du suivant:

Entente sur
location de
biens

« **10f.** La ville et toute municipalité peuvent conclure une entente relativement à la location de biens meubles ou immeubles. Cette entente n'est pas assujettie à la procédure prévue par les articles 468 à 469.1 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) ou 569 à 624 du Code municipal (L.R.Q., chapitre C-27.1). ».

1959-60,
c. 102,
a. 76, mod.

3. L'article 76 de cette charte, modifié par l'article 10 du chapitre 97 des lois de 1960-1961, par l'article 6 du chapitre 59 des lois de 1962, par l'article 12 du chapitre 70 des lois de 1963 (1^{re} session), par l'article 4 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session), par l'article 4 du chapitre 96 des lois de 1971, par l'article 7 du chapitre 77 des lois de 1977, par l'article 4 du chapitre 40 des lois de 1980 et par l'article 95 du chapitre 16 des lois de 1980, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Absence à
une séance
du conseil

« **76.** Il est retranché de l'indemnité à laquelle a droit un conseiller soixante dollars pour chaque jour où le conseil siège, si le conseiller n'assiste pas à la séance ou ne vote pas sur une question mise aux voix ce jour-là, à moins que son absence n'ait pour cause une mission officielle de la part de la ville, l'exercice d'un devoir de sa charge, l'accouchement ou le soutien à la conjointe lors de l'accouchement, une maladie attestée par certificat de médecin, l'acquittement d'un devoir religieux d'obligation ou le décès d'un ascendant, d'un descendant, du conjoint, d'un frère ou d'une sœur. ».

1959-60,
c. 102,
a. 79a, aj.

4. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 79, de l'article suivant :

Nomination
de conseil-
lers associés

« **79a.** À l'assemblée convoquée en vertu de l'article 112 ou à une assemblée régulière du conseil, le maire peut soumettre à l'approbation du conseil une motion relative à la nomination d'au plus huit conseillers dont la responsabilité est d'assister les membres du comité exécutif à titre de conseiller associé.

Procédure

Cette motion ne peut être amendée. Si elle n'est pas adoptée, le conseil, de sa propre initiative, peut procéder alors à la nomination et à l'élection du nombre de conseillers associés déterminé par le maire selon la procédure indiquée à l'article 79, en l'adaptant.

Terme

Le terme d'office d'un conseiller associé se termine à l'élection générale suivante.

Comité exé-
cutif

Un conseiller associé ne siège pas au comité exécutif. ».

1959-60,
c. 102,
a. 90, remp.

5. L'article 90 de cette charte, remplacé par l'article 11 du chapitre 77 des lois de 1977, est de nouveau remplacé par le suivant :

Juridiction
du conseil

« **90.** Toute matière qui est de la juridiction du conseil doit, sauf prescription contraire de la présente loi, être soumise au comité exécutif pour qu'il lui fasse rapport s'il le juge opportun.

Rapport du
comité exé-
cutif

Toutefois, lorsque le comité exécutif est saisi d'une matière suite à une résolution du conseil, il doit lui faire rapport au plus tard, le sixantième jour suivant celui où cette résolution a été adoptée. ».

1959-60,
c. 102,
a. 97a, mod.

6. L'article 97a de cette charte, édicté par l'article 7 du chapitre 96 des lois de 1971 et modifié par l'article 1 du chapitre 41 des lois de 1980, est de nouveau modifié par le remplacement au deuxième alinéa des mots « directeur de service » par le mot « fonctionnaire ».

1959-60,
c. 102,
a. 105, mod.

7. L'article 105 de cette charte, modifié par l'article 1 du chapitre 84 des lois de 1965, est modifié par le remplacement des mots « secrétaire administratif de la ville » par les mots « secrétaire général ».

1959-60,
c. 102,
a. 106, mod.

8. L'article 106 de cette charte, modifié par l'article 15 du chapitre 70 des lois de 1963 (1^{re} session), par l'article 10 du chapitre 96 des lois de 1971, par l'article 14 du chapitre 77 des lois de 1977, par l'article 2 du chapitre 41 des lois de 1980, par l'article 3 du chapitre 71 des lois de 1982 et par l'article 211 du chapitre 38 des lois de 1984, est de nouveau modifié:

a) par l'insertion, au premier alinéa du paragraphe *p*, après les mots « réservés au conseil », des mots « , ainsi que des services fournis par ses employés. »;

b) par l'addition du paragraphe suivant:

« *t*

Article non
applicable

L'article 725 ne s'applique pas dans le cas d'un tarif modifié ou aboli en vertu du présent paragraphe. ».

1959-60,
c. 102,
a. 109,
remp.

9. L'article 109 de cette charte, remplacé par l'article 18 du chapitre 77 des lois de 1977, est de nouveau remplacé par le suivant:

Cas de force
majeure

« **109.** Dans un cas de force majeure de nature à mettre en danger la vie ou la santé de la population, à détériorer sérieusement les équipements municipaux ou à causer à la ville un préjudice financier supérieur à la dépense envisagée, le maire ou le président du comité exécutif peut d'urgence décréter toute dépense qu'il juge nécessaire et octroyer tout contrat nécessaire pour remédier à la situation.

Rapport
motivé

Dans ce cas, le maire ou le président du comité exécutif doit faire un rapport motivé au comité exécutif à la première assemblée qui suit sa décision. Ce rapport est déposé au conseil à sa prochaine assemblée.

Délégation
de pouvoir

Le comité exécutif peut déléguer au directeur du service compétent l'exercice du pouvoir mentionné au premier alinéa. Dans ce cas, le rapport motivé est fait au comité exécutif par ce directeur selon les mêmes exigences. ».

1959-60,
c. 102,
a. 115,
remp.

10. L'article 115 de cette charte, remplacé par l'article 21 du chapitre 77 des lois de 1977, est de nouveau remplacé par le suivant:

Nombre
d'assem-
blées régu-
lières

« **115.** Les assemblées régulières du conseil ont lieu au moins dix fois par année. La date de chacune de ces assemblées est fixée par le comité exécutif et l'avis de convocation doit mentionner qu'il s'agit d'une assemblée régulière. ».

1959-60,
c. 102,
a. 116,
rempl.

11. L'article 116 de cette charte, modifié par l'article 16 du chapitre 70 des lois de 1963 (1^{re} session), est remplacé par le suivant:

Ajourne-
ment d'une
assemblée
spéciale

« **116.** Lorsqu'à une assemblée spéciale ou régulière les affaires soumises n'ont pu être entièrement expédiées la première journée, le conseil doit ajourner l'assemblée au prochain jour juridique ou à celui qui le suit immédiatement jusqu'à ce qu'il ait été décidé des questions inscrites à l'ordre du jour. Le greffier est dispensé de donner avis de cet ajournement.

Jour non
juridique

Pour les fins du présent article, le samedi est considéré comme non juridique. ».

1959-60,
c. 102,
a. 122, mod.

12. L'article 122 de cette charte, remplacé par l'article 25 du chapitre 77 des lois de 1977 et modifié par l'article 853 du chapitre 57 des lois de 1987, est de nouveau modifié par le remplacement des deux premiers alinéas par les suivants:

Président

« **122.** Le conseil désigne un de ses membres pour présider les assemblées du conseil. En l'absence de ce membre, le conseil lui désigne un remplaçant.

Vote

La personne qui préside le conseil ne peut voter qu'en cas d'égalité des voix. ».

1959-60,
c. 102,
a. 122a, aj.

13. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 122, du suivant:

Rémunéra-
tion addi-
tionnelle

« **122a.** Le président du conseil, sauf s'il s'agit d'un membre du comité exécutif, reçoit pour l'exercice de sa fonction une rémunération annuelle additionnelle de 7 000 \$. ».

1959-60,
c. 102,
a. 123, ab.

14. L'article 123 de cette charte est abrogé.

1959-60,
c. 102,
a. 125, mod.

15. L'article 125 de cette charte, remplacé par l'article 27 du chapitre 77 des lois de 1977, est modifié par le remplacement du second alinéa par le suivant:

Dispositions
applicables

« Les dispositions du présent article n'affectent pas les matières visées aux articles 72, 121 et 133 de la présente charte. ».

1959-60,
c. 102,
a. 127,
rempl.

Ordre et
décorum

16. L'article 127 de cette charte est remplacé par le suivant:

« **127.** Le président d'assemblée maintient l'ordre et le décorum pendant les séances du conseil. Il peut, en cas de tumulte, ordonner la suspension de la séance ou l'ajournement de celle-ci, selon le délai prévu à l'article 116.

Expulsion

Il peut, en outre, faire expulser de la salle du conseil toute personne troublant l'ordre durant une séance. ».

1959-60,
c. 102,
a. 131a,
mod.

17. L'article 131a de cette charte, remplacé par l'article 3 du chapitre 41 des lois de 1980, est modifié:

1° par la suppression, au paragraphe 2, des mots « ou du greffier de la cour municipale, s'il s'agit de documents faisant partie des dossiers de cette cour »;

2° par la suppression du paragraphe 3;

3° par la suppression, au paragraphe 4, des mots « et la destruction ».

1959-60,
c. 102,
a. 132, mod.

18. L'article 132 de cette charte, remplacé par l'article 4 du chapitre 71 des lois de 1982, est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

Directeur de
service

« À des fins administratives, le Bureau du vérificateur et la Commission des services électriques sont considérés comme des services, et le vérificateur de la ville et le président de la Commission des services électriques prennent rang parmi les directeurs de services de la ville. ».

1959-60,
c. 102,
a. 147, ab.

19. L'article 147 de cette charte, édicté par le chapitre 102 des lois de 1960, est abrogé.

1959-60,
c. 102,
a. 148, ab.

20. L'article 148 de cette charte, édicté par le chapitre 102 des lois de 1960, est abrogé.

1959-60,
c. 102,
a. 160, ab.

21. L'article 160 de cette charte, édicté par le chapitre 102 des lois de 1960, est abrogé.

1959-60,
c. 102,
a. 161, ab.

22. L'article 161 de cette charte est abrogé.

1959-60,
c. 102,
a. 179a, aj. **23.** Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'intitulé du titre V, de l'article suivant:

Commissions permanentes « **179a.** Le conseil peut, par règlement, créer des commissions permanentes, formées de ceux de ses membres qui ne font pas partie du comité exécutif, pour étudier toute question touchant le domaine de leur compétence et faire au conseil les recommandations qu'elles jugent appropriées.

Président Le conseil nomme, pour chacune de ces commissions, un président et un vice-président.

Remplacement Le conseil peut remplacer, quand bon lui semble, tout membre de ces commissions.

Maire Le maire fait partie d'office de toutes les commissions, et il a droit d'y voter.

Compte rendu Les commissions rendent compte de leurs travaux et de leurs décisions au moyen de rapports signés par leur président, ou par la majorité des membres qui les composent. ».

1959-60,
c. 102,
a. 180, mod. **24.** L'article 180 de cette charte est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

1959-60,
c. 102,
articles ab. **25.** Les articles 181, 182, 183, 184, 184a, 186, 188, 189 et 190 de cette charte sont abrogés.

1959-60,
c. 102,
a. 520, mod. **26.** L'article 520 de cette charte, modifié par l'article 26 du chapitre 97 des lois de 1960-1961, par l'article 8 du chapitre 71 des lois de 1964, par l'article 21 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session), par l'article 5 du chapitre 90 des lois de 1968, par l'article 4 du chapitre 91 des lois de 1969, par l'article 205 du chapitre 19 des lois de 1971, par l'article 20 du chapitre 96 des lois de 1971, par l'article 57 du chapitre 77 des lois de 1973, par les articles 45 et 183 du chapitre 77 des lois de 1977, par l'article 23 du chapitre 64 des lois de 1982, par l'article 1 du chapitre 59 des lois de 1983 et par l'article 145 du chapitre 27 des lois de 1985, est de nouveau modifié:

a) par l'addition, à la fin du paragraphe 41.1°, de ce qui suit: « statuer que commet une infraction le propriétaire d'un système d'alarme qui, au cours d'une période de 12 mois, se déclenche inutilement à plus de deux reprises notamment en raison d'une installation inappropriée, d'un défaut de fonctionnement, d'une négligence dans son entretien ou d'un manque de contrôle dans l'utilisation de ce système; ».

b) par le remplacement du paragraphe 77° par le suivant:

Terrains
vagues

« 77° Obliger les propriétaires de terrains vagues à les tenir libres de broussailles et autres matières ou substances susceptibles de communiquer le feu aux propriétés adjacentes, et à les entourer de clôtures à la hauteur et de la manière qu'il détermine; interdire le dépôt, sur des terrains privés, de vieux matériaux ou d'objets de rebut; contraindre les propriétaires ou occupants de tout terrain, sauf les terres en culture, à y couper et ramasser les hautes herbes; déterminer ce qui constitue les hautes herbes; ».

1959-60,
c. 102,
a. 524, mod.

27. L'article 524 de cette charte, modifié par l'article 55 du chapitre 59 des lois de 1962, par l'article 20 du chapitre 70 des lois de 1963 (1^{re} session), par l'article 24 du chapitre 86 des lois de 1966-1967, par l'article 7 du chapitre 90 des lois de 1968, par l'article 1 du chapitre 91 des lois de 1968, par l'article 21 du chapitre 96 des lois de 1971, par l'article 4 du chapitre 76 des lois de 1972, par l'article 58 du chapitre 77 des lois de 1973, par l'article 48 du chapitre 77 des lois de 1977, par l'article 10 du chapitre 40 des lois de 1980 et par l'article 21 du chapitre 71 des lois de 1982, est de nouveau modifié en biffant, au paragraphe 17°, ce qui suit le point et virgule.

1959-60,
c. 102,
aa. 560a à
560h, aj.

28. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 560, des articles suivants:

Acquisition
de l'emprise
de ruelle

« **560a.** Les propriétaires riverains désirant acquérir l'emprise d'une ruelle dont la ville est propriétaire doivent présenter une requête à cette fin au comité exécutif.

Requête

Cette requête doit être signée par au moins les deux tiers en nombre des propriétaires riverains, représentant au moins les deux tiers du front des terrains longeant cette ruelle.

Décision

« **560b.** Lorsqu'une requête est présentée conformément à l'article 560a, le comité exécutif décide s'il est dans l'intérêt public que cette ruelle soit fermée.

Fermeture
de la ruelle

« **560c.** S'il donne suite à la requête, le comité exécutif propose au conseil l'adoption d'un règlement décrétant la fermeture de la ruelle.

Adoption du
règlement

Un avis de l'adoption de ce règlement doit être signifié à chacun des propriétaires riverains apparaissant au rôle d'évaluation foncière et être publié dans un quotidien distribué dans la ville.

Enregistre-
ment

« **560d.** La ville enregistre au bureau d'enregistrement un avis signé par le greffier constatant l'accomplissement de ces formalités, faisant référence au plan cadastral préalablement fait et indiquant en regard de chaque numéro de lot montré sur le plan le nom du propriétaire.

Transfert de propriété « **560e.** L'enregistrement de l'avis comporte transfert de la propriété de chacun des lots.

Création d'une servitude « **560f.** Dès l'enregistrement, une servitude est créée en faveur de toutes les utilités publiques y compris la pose, l'installation et l'entretien des conduits, poteaux, fils et autres accessoires nécessaires aux opérations des compagnies d'utilités publiques. Elle ne doit pas excéder 2 mètres de largeur de chaque côté de la nouvelle ligne de division des terrains.

Plan cadastral Le plan visé à l'article 560d mentionne l'existence de la servitude et en indique l'assiette par un liséré. L'avis visé à cet article indique la nature de la servitude et fait référence au plan.

Dispositions applicables Le dernier alinéa de l'article 966 de la charte s'applique à ces servitudes.

Demande à la chambre de l'expropriation « **560g.** Un propriétaire riverain qui n'a pas signé la requête prévue à l'article 560a peut s'adresser à la chambre de l'expropriation de la Cour provinciale afin qu'il lui soit fixée une indemnité qui se calcule d'après les dommages réellement subis et directement causés par le règlement décrétant la fermeture. La valeur du terrain acquis est compensée, jusqu'à concurrence, avec l'indemnité. La demande adressée à la chambre de l'expropriation doit être faite par requête, dans les trente jours qui suivent la date de la signification de l'avis prévu à l'article 560c.

Sommes réparties entre propriétaires « **560h.** Les sommes versées par la ville à titre d'indemnité fixée par la chambre de l'expropriation peuvent être imposées aux propriétaires riverains de la ruelle fermée et réparties entre eux dans la proportion du nombre de mètres de front de leurs immeubles respectifs. Cette répartition est assujettie aux autres règles du titre XIII qui lui sont applicables. ».

1959-60, c. 102, a. 612a, mod. **29.** L'article 612a de cette charte, édicté par l'article 7 du chapitre 76 des lois de 1972, modifié par l'article 62 du chapitre 77 des lois de 1977, par l'article 17 du chapitre 40 des lois de 1980, par l'article 32 du chapitre 71 des lois de 1982 et par l'article 7 du chapitre 117 des lois de 1986, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Dispositions non applicables « Ces exigences de superficie ne s'appliquent pas dans le cas d'un ensemble de terrains bornés de tous côtés par des rues, d'un projet de maison d'enseignement, d'établissement prévu à la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5), d'une garderie ou d'édifice de l'administration publique ou des services publics, de

terrain servant comme emplacement de métro et de ses résidus, de bâtiment résidentiel en vertu d'un programme municipal ou gouvernemental d'habitation, de bâtiments publics désaffectés et d'immeubles qui sont classés ou reconnus biens culturels ou qui sont cités monuments historiques ou constitués en site du patrimoine ou qui sont situés, en tout ou en partie, dans l'aire de protection d'un bien culturel classé, dans un arrondissement historique ou naturel ou dans un site historique classé. ».

1959-60,
c. 102,
a. 612b, aj.

30. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 612a, de l'article suivant :

Dépôt d'une
garantie

« **612b.** Lorsqu'un plan de construction, déposé aux fins de l'article 612a, comporte la réalisation par phases de bâtiments ou d'autres ouvrages, la ville peut, avant d'approuver ce plan, exiger du requérant, le dépôt d'une garantie au montant qu'elle juge suffisant pour assurer, dans le délai prévu, la réalisation de l'ensemble des bâtiments et des ouvrages montrés au plan. ».

1959-60,
c. 102,
a. 640, remp.

31. L'article 640 de cette charte, remplacé par l'article 12 du chapitre 41 des lois de 1980, est de nouveau remplacé par le suivant :

Répartition
des coûts

« **640.** La ville peut répartir entre les propriétaires riverains le coût de la construction des égoûts et des conduites d'aqueduc. Cette répartition s'effectue dans la proportion du nombre de mètres de front de leurs immeubles respectifs, selon le taux déterminé par règlement, pour chaque exercice. ».

1959-60,
c. 102,
a. 709,
remp.

32. L'article 709 de cette charte, remplacé par l'article 48 du chapitre 71 des lois de 1982, est de nouveau remplacé par le suivant :

Virements
de crédits

« **709.** Le conseil peut, par règlement, établir des règles régissant les virements de crédits à l'intérieur des fonctions du budget. Ce règlement peut prévoir que le président du comité exécutif ou le secrétaire général peuvent autoriser des virements de crédits. ».

1959-60,
c. 102,
a. 710, ab.

33. L'article 710 de cette charte, remplacé par l'article 82 du chapitre 77 des lois de 1977 et modifié par l'article 49 du chapitre 71 des lois de 1982, est abrogé.

1959-60,
c. 102,
a. 722,
remp.

34. L'article 722 de cette charte, modifié par l'article 18 du chapitre 41 des lois de 1980 et par l'article 148 du chapitre 27 des lois de 1985, est remplacé par le suivant :

Ville liée

« **722.** Aucun contrat ou marché ni aucune quittance ou mainlevée ne lie la ville à moins d'avoir été approuvé par le conseil ou le comité exécutif, selon le cas.

Ville liée

Toutefois, les quittances reçues devant notaire et les retraits d'immeubles vendus pour taxes par le shérif et rachetés par le propriétaire ou son représentant lient la ville, s'ils sont signés par une personne désignée par le comité exécutif; aucune autre signature pour et au nom de la ville n'est requise à cet effet, non plus que l'approbation du conseil ou du comité exécutif. ».

1959-60,
c. 102,
a. 725,
remp.

35. L'article 725 de cette charte, modifié par l'article 10 du chapitre 59 des lois de 1983, est remplacé par le suivant:

Diminution
du revenu

« **725.** Dès que le budget est adopté, aucun règlement ou résolution ayant pour objet ou résultat de diminuer le revenu n'est valide ou n'a d'effet durant l'exercice auquel il s'applique, à moins que le directeur du service compétent ne certifie que cette diminution peut s'effectuer sans que les dépenses excèdent le revenu probable de l'exercice. ».

1959-60,
c. 102,
a. 728, ab.

36. L'article 728 de cette charte est abrogé.

1959-60,
c. 102,
a. 750, mod.

37. L'article 750 de cette charte, remplacé par l'article 96 du chapitre 77 des lois de 1977, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Emprunts

« **750.** La ville peut effectuer ses emprunts par voie d'émission de titres de créance et en disposer au meilleur prix. Ces titres peuvent être émis en dollars canadiens ou en toute autre devise. ».

1959-60,
c. 102,
a. 752, mod.

38. L'article 752 de cette charte, remplacé par l'article 97 du chapitre 77 des lois de 1977, est modifié par le remplacement des deuxième et troisième alinéas par les suivants:

Rembourse-
ment

« Elle peut convenir de rembourser le principal et de payer les intérêts de ces emprunts et de leurs titres dans un ou plusieurs pays et dans toute devise et, à cette fin, elle peut déterminer la base du taux de change.

Rembourse-
ment en
devise
étrangère

Lorsque la ville contracte un emprunt remboursable dans une devise étrangère et qu'une taxe est imposée par la loi au Canada, il est loisible au comité exécutif, sur rapport du directeur des finances, de décréter que la ville paiera, relativement à cet emprunt pour le compte du porteur ou détenteur de tous titres émis par la ville et ainsi remboursables, le montant de toute taxe retenue à la source en rapport avec le paiement à des non-résidents du principal, de l'intérêt ou de la prime et à cause du seul fait de la détention de ces titres, de façon que le montant payé par la ville au porteur ou détenteur soit égal au montant entier du principal, de l'intérêt ou de la prime stipulée dans ces titres. ».

1959-60,
c. 102,
a. 753,
ramp.

Monnaie
légale

39. L'article 753 de cette charte, remplacé par l'article 98 du chapitre 77 des lois de 1977, est de nouveau remplacé par le suivant :

« **753.** Lorsqu'un règlement autorise la ville à emprunter un certain montant par l'émission de titres de créance soit en monnaie légale du Canada, soit en toute autre devise, le montant total de l'emprunt ainsi autorisé est celui exprimé en monnaie légale du Canada.

Détermina-
tion du
montant

Le montant de chaque emprunt effectué en vertu d'un tel règlement par une émission de titres de créance en devises étrangères est déterminé, par rapport au montant total autorisé par le règlement, en multipliant le montant du principal de l'émission, exprimé en la monnaie de tel pays étranger, par la valeur de cette devise au taux de la conversion effectuée en dollars canadiens.

Emprunt en
rembourse-
ment
d'emprunt

Malgré l'alinéa précédent, lorsqu'un emprunt est effectué en devise étrangère pour rembourser un emprunt déjà contracté dans la même devise et que le produit du nouvel emprunt n'est pas converti en monnaie légale du Canada, le montant de ce nouvel emprunt est déterminé par rapport au montant total autorisé par le règlement en utilisant le même taux de conversion que celui de l'emprunt original. ».

1959-60,
c. 102,
a. 755, mod.

40. L'article 755 de cette charte, remplacé par l'article 100 du chapitre 77 des lois de 1977 et modifié par l'article 57 du chapitre 71 des lois de 1982, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

Signature

« La signature du maire ou de son remplaçant peut être lithographiée, imprimée ou autrement reproduite sur tous les titres de créance. La signature du directeur du service compétent ne peut être lithographiée, imprimée ou autrement reproduite que sur les titres de créance originaux. ».

1959-60,
c. 102,
a. 756c, aj.

Contrat
d'échange
de taux
d'intérêts

41. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 756b, de l'article suivant :

« **756c.** Le conseil peut, par règlement, déléguer au comité exécutif le pouvoir de conclure des contrats d'échange de taux d'intérêts ou de devises relatifs à des emprunts en cours ou à venir, ainsi que des contrats à terme ou d'option impliquant les taux d'intérêt ou les devises aux fins du remboursement du capital ou du paiement des intérêts sur ses emprunts.

Directeur
du service

Ces pouvoirs peuvent être exercés par le directeur du service compétent avec l'autorisation du comité exécutif. ».

1959-60,
c. 102,
aa. 787g et
787h, aj.

Taux diffé-
rents

42. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 787f, des articles suivants:

« **787g.** Aux fins mentionnées dans les articles 787a à 787d, le conseil peut fixer des taux de subvention différents selon que les bénéficiaires sont des organismes sans but lucratif, des coopératives d'habitation ou des particuliers.

Accessibilité
aux subven-
tions

Il peut également limiter l'accessibilité des particuliers aux subventions, sur la base du revenu du ménage maximal admissible et, à cette fin, définir la notion de revenu du ménage et prévoir les modes d'évaluation et de contrôle de cette limitation.

Exigences
préalables

« **787h.** Le conseil peut, par règlement, exiger du requérant d'une subvention mentionnée aux articles 787a à 787d:

a) qu'il obtienne les subventions disponibles en vertu de programmes provinciaux et fédéraux aux mêmes fins; et

b) qu'il produise une entente propriétaires-locataires signée par la majorité de ces derniers et portant sur la nature des travaux à exécuter et sur l'augmentation des loyers, le cas échéant.

Obligation
du
bénéficiaire

De la même manière, le conseil peut exiger que le bénéficiaire d'une subvention démontre, de la façon prescrite par le conseil, que les sommes reçues en subvention sont déduites des coûts des travaux pris en compte dans la fixation des loyers après la fin des travaux. ».

1959-60,
c. 102,
a. 892, mod.

43. L'article 892 de cette charte, modifié par l'article 473 du chapitre 72 des lois de 1979 et par l'article 16 du chapitre 59 des lois de 1983, est de nouveau modifié par l'insertion, après le premier alinéa, de l'alinéa suivant:

Frais exig-
ibles

« Le comité exécutif détermine, par résolution, le montant des frais exigibles en application de la présente section sauf pour les étapes de la procédure dont le shérif a la responsabilité. Ces frais ont le même ordre de préférence que les taxes municipales. ».

1959-60,
c. 102,
a. 906a, aj.

44. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 906, de l'article suivant:

Adjudication
à la ville

« **906a.** L'adjudication à la ville d'un immeuble vendu en vertu de la présente section purge celui-ci des rentes foncières constituées, des rentes prévues par un bail emphytéotique et des rentes substituées aux droits seigneuriaux, à compter de la date de l'adjudication et aussi longtemps que l'immeuble reste la propriété de la ville. Ces rentes grèvent de nouveau l'immeuble, mais pour l'avenir, seulement, à compter de la date où l'immeuble cesse d'être la propriété de la ville. ».

1959-60,
c. 102,
a. 966, mod. **47.** L'article 966 de cette charte, modifié par l'article 55 du chapitre 97 des lois de 1960-1961 et par l'article 78 du chapitre 59 des lois de 1962, est de nouveau modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

Constitution
de servi-
tudes « Les servitudes dont il est fait mention au présent article peuvent être constituées sans description du fonds dominant. ».

1959-60,
c. 102,
a. 1018,
mod. **48.** L'article 1018 de cette charte, remplacé par l'article 29 du chapitre 41 des lois de 1980, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Éclairage et
signalisation « La ville peut inclure dans le coût de la construction d'un pavage, celui de l'éclairage et de la signalisation, sauf celui des feux de circulation. ».

1959-60
c. 102,
a. 1038b, aj. **49.** Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 1038a, de l'article suivant:

Coûts répar-
tis entre
propriétaires « **1038b.** La ville peut répartir entre les propriétaires en bénéficiant le coût de travaux d'embellissement d'une rue, ruelle ou place publique faisant l'objet d'une entente entre elle et au moins la moitié des propriétaires des immeubles bénéficiant de l'embellissement, à condition que les immeubles des propriétaires parties à l'entente représentent, au rôle d'évaluation foncière, au moins les trois quarts de la valeur de l'ensemble des immeubles visés.

Taxes
d'améliora-
tions locales Ce coût est réparti, sous forme de taxes d'améliorations locales, dans la proportion de la valeur respective au rôle foncier de chacun de ces immeubles ou dans la proportion prévue dans l'entente. ».

1959-60,
c. 102,
a. 1079a, ab. **50.** L'article 1079a de cette charte, modifié par l'article 47 du chapitre 70 des lois de 1963 (1^{re} session) et par l'article 57 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session), est abrogé.

1959-60,
c. 102,
a. 1111,
mod. **51.** L'article 1111 de cette charte, remplacé par l'article 68 du chapitre 96 des lois de 1971, est modifié par la suppression, à la fin, des mots « , avec l'assentiment de l'avocat en chef ».

1959-60,
c. 102,
a. 1125,
mod. **52.** L'article 1125 de cette charte, remplacé par l'article 70 du chapitre 96 des lois de 1971, est modifié par le remplacement, au premier alinéa, des mots « l'avocat en chef » par les mots « le directeur du service compétent ou tout autre fonctionnaire désigné à cette fin ».

1959-60,
c. 102,
a. 1129b,
mod. **53.** L'article 1129b de cette charte, ajouté par l'article 55 du chapitre 40 des lois de 1980 et modifié par l'article 72 du chapitre 71 des lois de 1982, est de nouveau modifié par le remplacement, au

paragraphe 6, de l'expression « l'avocat en chef » par l'expression « le directeur du service compétent ou tout autre fonctionnaire désigné à cette fin ».

1959-60,
c. 102,
a. 1139,
mod.

54. L'article 1139 de cette charte, remplacé par l'article 88 du chapitre 77 des lois de 1973 et modifié par l'article 169 du chapitre 77 des lois de 1977, par l'article 36 du chapitre 41 des lois de 1980 et par l'article 75 du chapitre 71 des lois de 1982, est de nouveau modifié:

1° au paragraphe 5°, en biffant les mots « mais ne dépassant pas cinquante dollars »;

2° au paragraphe 6°, en remplaçant les mots « de la circulation » par le mot « compétent ».

1959-60,
c. 102,
a. 1149a,
mod.

55. L'article 1149a de cette charte, remplacé par l'article 78 du chapitre 71 des lois de 1982, est modifié par le remplacement, au premier alinéa, des mots « de l'avocat en chef » par les mots « du directeur du service compétent ou de tout autre fonctionnaire désigné à cette fin ».

Nomination
ratifiée

56. La nomination des conseillers associés apparaissant au procès-verbal de l'assemblée du conseil municipal du 25 novembre 1986 est ratifiée.

Virements
de crédit

57. Les règles prescrites par les articles 709 et 710 de cette charte qui régissaient les virements de crédit antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi continuent de s'appliquer jusqu'à l'entrée en vigueur d'un règlement du conseil adopté en vertu de l'article 32 de la présente loi.

Effet

58. L'article 13 a effet depuis le 1^{er} janvier 1987.

Entrée en
vigueur

59. La présente loi entre en vigueur le 23 juin 1987.